

1ère synthèse des méthodes et travaux d'évaluation statistique de l'économie non-déclarée

1. Synthèse des méthodes d'évaluation disponibles

Enjeu : mesure de phénomènes cachés

- Problème de révélation de l'information cachée,
- Peu de données objectives et quantifiables.

1. Méthodes dites « indirectes » ou macro-économiques

- Approche monétaire,
- Approche par le taux de participation au marché du travail,
- Approche des inputs physiques,
- Approche comptable,
- Approche « Multiple Indicators Multiple Causes (MIMIC) ».

2. Méthodes dites « directes » ou micro-économiques

- Information divulguée de façon obligatoire (audits/contrôles),
- Information divulguée de façon volontaire (enquête statistique).

1. Synthèse des résultats

1. Méthodes dites « indirectes » ou macro-économiques

Estimations plus élevées, très variables et sensibles aux hypothèses.

- Approche monétaire,
- Approche par le taux de participation au marché du travail,
- Approche des inputs physiques,
- Approche comptable,
- Approche « Multiple Indicators Multiple Causes (MIMIC) ».

1. Méthodes dites « directes » ou micro-économiques

Estimations plus modérées, informations précises sur les caractéristiques de la fraude.

- Information divulguée de façon obligatoire (audits/contrôles),
- Information divulguée de façon volontaire (enquête statistique).

Méthodes indirectes

- Approche monétaire :

USA (10% à 28% en 1979), Royaume-Uni (7% à 15% en 1981),
Canada (6% à 20% en 1993) soit dépense 8 500€ annuel/ménage.

- Approche par le taux de participation au marché du travail :

ISTAT-Italie (20% à 48% en 1982).

- Approche des inputs physiques :

PVD (40% à 70%), Italie (20% environ), Etats-Unis (10% à 12%).

- Approche comptable : Canada (5.2% en 1995).

- Approche « Multiple Indicators Multiple Causes » (MIMIC) :

F. Schneider (2013-2015) : France (9,9%-10,8%-12,3%), USA (6,6%-6,3%-5,9%)
Canada (10,8%-10,4%-10,3%), Italie (21,1%-20,6%), Royaume-Uni (9,7%-9,4%).

- Approche « hybride » INSEE : 56,3Mds en 2006 soit 3% du PIB.

Méthodes directes

Estimations plus faibles et plus robustes que celles issues des méthodes indirectes.

- Audits / contrôles aléatoires vs ciblés (1)

Aléatoires : résultats plus faibles,

Ciblés : résultats *a priori* plus élevés, mais dépend de la qualité de la correction des biais de ciblage et de détection.

- Enquêtes statistiques auprès des ménages et/ou des entreprises (2)

Résultats *a priori* plus faibles.

Méthodes fondées sur les contrôles aléatoires : exemple US

Tax Compliance Measurement Program (TCMP), National Research Program (NRP)

- **Méthodologie** :

Contrôles intensifs sur un **échantillon stratifié aléatoire** de ménages et d'entreprises.

- **Données détaillées** :

Historique contrôle, taux de poursuite, sévérité des peines, répartition démographique et géographique, sources de revenus, incitations à la fraude, facteurs de risques...

- **Résultats** :

- 40% des foyers sous-déclarent leurs revenus (*1/4 montant > 1500\$*),
- 53% se conforment à la loi,
- 7% sur-déclarent (erreurs).

- **Difficultés** :

- Rendement moyen direct : < 300\$ (aléatoires), 5 500\$ (ciblés),
- Contrôles aléa. ne permettent pas de capter tous les comportements.

Méthodes fondées sur les contrôles aléatoires : CNAF

- **Contrôles aléatoires : campagne annuelle auprès de 10 500 allocataires (7 000 en 2014) représentatifs de la population CNAF**

	2009	2010	2012	2013
Estimation du montant de la fraude aux prestations familiales	[540 M€; 808 M€]	[582 M€; 814 M€]	[840 M€; 1 148 M€]	[954 M€; 1 331 M€]
Estimation de la fraude en pourcentage des prestations	[0,9%; 1,4%]	[1%; 1,4%]	[1,3%; 1,8%]	[1,4%; 2,0%]
Taux de fraude estimée en termes d'allocataires	[1,9%; 2,4%]	[2,1%; 2,7%]	[2,9%; 3,7%]	[3,0%; 3,9%]
Montant moyen de la fraude	5 658 €		5 255 €	

Source : CNAF

- Part estimée des fraudeurs : entre 3% et 3,9% (taux très variable selon la prestation servie),
- **Impact financier compris entre 954 millions et 1,3 Md €** (entre 1,4% et 2% des prestations versées annuellement).

Méthodes fondées sur les contrôles aléatoires : AcoSS-Urssaf

- **Contrôles aléatoires** :

Secteur d'activité	2005	2008	2009-2010	2011-2012				2013	2014
	HCR	Com.détail alimentaire	Com.détail non alimentaire	Tous secteurs	dont HCR	dont Com.détail alimentaire	dont Com.détail non alimentaire	BTP	Gardiennage
Nombre de contrôles	2 301	3 933	8 095	8 466	995	584	1 258	2 605	563
Taux de fraude totale	29,5%	28,3%	8,3%	6,2%	12,3%	10,3%	5,3%	13,7%	29%
<i>Source</i> : AcoSS-Urssaf									

- Estimations et analyse fine des comportements sur un secteur d'activité donné,
- Pour appréhender l'ensemble des secteurs d'activité, nécessité de recourir à un échantillon de taille importante.
- Limites : contrôles aléatoires coûteux et difficulté à capter toute l'hétérogénéité des comportements.

Méthodes fondées sur les contrôles aléatoires : AcoSS-Urssaf

- Estimation en montant :**

<i>en milliards d'euros</i>	Estimation par contrôles aléatoires		
	Cotisations et contributions Urssaf hors AC	Cotisations et contributions Urssaf y.c. AC	Champ large (y compris cotis. retraite compl.)
Travail dissimulé	3,2 à 4,0	3,7 à 4,6	4,4 à 5,5
Hors travail dissimulé	1,3 à 1,5	1,5 à 1,7	1,8 à 2,0
dont Redressements	1,7 à 1,8	1,9 à 2,0	2,2 à 2,4
dont Restitutions	-0,39 à -0,34	-0,41 à -0,36	-0,44 à -0,38
Manque à gagner total	4,5 à 5,5	5,2 à 6,3	6,1 à 7,4

- Estimation en taux :**

	Estimation par contrôles aléatoires
Travail dissimulé	1,5 à 1,9 %
Hors travail dissimulé	0,6 à 0,7 %
dont Redressements	0,8 à 0,9 %
dont Restitutions	-0,2 %
Manque à gagner total	2,2 à 2,6 %

Méthodes fondées sur les contrôles ciblés : ACOSS/Urssaf

- « Post-stratification » :

- Les estimations restent corrélées à l'efficacité du ciblage.

(en milliards d'euros)	CPO (2004)		2008		2009		2012	
	Champ SS	Champ large *	Champ SS	Champ large *	Champ SS	Champ large *	Champ SS	Champ large*
Travail illégal	5.1 à 10.2	6.2 à 12.4	9.8 à 14.1	11.7 à 16.9	11.7 à 14.2	14 à 17.1	15.4 à 19.1	18.5 à 22.9
Hors travail illégal	1.5	1.8	0.7 à 1.3	1 à 1.6	1.2 à 1.6	1.5 à 2	1.4 à 1.7	1.7 à 2.0
dont Redressements >0	1.9	2.2	1.7 à 2.1	2 à 2.5	1.9 à 2.2	2.3 à 2.6	1.7 à 2.1	2.0 à 2.4
dont Restitutions	-0.4	-0.4	-1 à -0.8	-1 à -0.9	-0.7 à -0.6	-0.8 à -0.6	-0.4 à -0.3	-0.4 à -0.3
Manque à gagner total	6.6 à 11.7	8.0 à 14.2	10.5 à 15.4	12.7 à 18.5	12.9 à 15.9	15.5 à 19.0	16.8 à 20.8	20.1 à 24.9

* extrapolation au champ SS + Unédic + retraite complémentaire

Source : Acooss

- Limites :

- Correction imparfaite du biais de ciblage des entreprises contrôlées,
- Non prise en compte du biais de détection lors du contrôle.

Méthodes fondées sur les contrôles ciblés : exemple DGFIP

- Méthode initiée par le CPO, dite de « post-stratification » :

- Résultats :

	2008
Estimation du manque à gagner TVA	[9.1Mds€ ; 12.5Mds€]
TVA nette en période d'affaires	118.9Mds€
Taux de manque à gagner estimé	[7.6 % ; 10.5 %]

Source : DGFIP

- Limites :

- Correction imparfaite du biais de ciblage des entreprises contrôlées (résultat très corrélé),
- Non prise en compte du biais de détection lors du contrôle,
- Estimations disponibles sur données 2008 (contrôles clôturés),
- Difficulté de mise en œuvre de la méthode sur l'impôt sur les sociétés.

Méthodes fondées sur les contrôles ciblés :

- **Estimations issues de modèles économétriques** :

- Modélisation des comportements individuels.
- Correction efficace du biais de ciblage des entreprises contrôlées,
- Correction du biais de détection lors du contrôle,
- Evaluation de la part de fraude ayant échappé à la détection,
- **Estimations robustes** (*rapport CPO 2015 + rapport au Parlement nov. 2015*).

- **Exemples** :

- DGFIP : manque à gagner en matière de TVA.
(*Résultats confidentiels*).
- Travaux de J.S.Feinstein (1999), N. Joubert (2009) :
En l'absence de correction du biais de ciblage: fraude sur-estimée de 16%,
En l'absence de correction du biais de détection : sous-estimation de 3%.
(*L'évaluation des biais a été réalisée sur une zone géographique particulière*).

Méthodes fondées sur les contrôles ciblés : exemple CCMSA

● Résultats :

	2011
Cotisations sociales (<i>en milliards</i>)	6,3
Assiette de cotisations sociales (<i>en milliards</i>)	18,1
Montant des cotisations éludées	
- CCA (<i>en millions</i>)	67,3
- LCTI (<i>en millions</i>)	44,7
Taux de cotisations éludées	0,62

Source : CCMSA

Calcul d'une fréquence théorique des entreprises susceptibles d'être redressées (\approx probabilité de redressement et non de contrôle).

● Limites :

- Prise en compte imparfaite de la probabilité d'être contrôlé (biais de ciblage). D'où introduction d'un intervalle de confiance.
- Problème de précision de l'estimation : Intervalle de confiance important.

Méthodes fondées sur une enquête statistique

- **Exemple canadien (1994) :**
 - Entre 1 et 1.6% du PIB, 4.7% de la population active,
 - 50% des travailleurs dissimulés ont une activité déclarée,
 - Informations sur la crédibilité des dispositifs répressifs (dissonance cognitive).

- **1^{ère} enquête pilote menée en France en 2015 :**
(Résultats, à ce stade, confidentiels)
 - Déclarations quant aux heures non déclarées et aux revenus générés,
 - Estimation de proportion de la population,
 - Estimation du manque à gagner à partir des données collectées.